

La députée Hammerer votera en faveur de la réforme des retraites

CONFLIT. Malgré la pression exercée par l'union départementale (UDCGT) et autres opposants à la mise en place d'un système universel de retraite par points, Véronique Hammerer n'a pas flanché dans sa permanence de Pugnac, vendredi 20 décembre, où elle a reçu une délégation



Rendez-vous avait été pris vendredi 20 décembre à Pugnac entre l'UD CGT 33 et la députée locale Véronique Hammerer. Refusant l'invitation des Cégitistes à débattre dehors face à près d'une centaine de manifestants, la passe d'armes entre la parlementaire et les revendicateurs s'est déroulée comme prévu dans sa permanence

T endu. Bien que cordiaux, les échanges entre la délégation formée par une quinzaine d'opposants à la réforme des retraites et la députée de la Haute-Gironde (ainsi que du Nord-Libournais) Véronique Hammerer, (La République en marche!) sont parfois montés dans les tours chacun restant campé sur sa position. En voici quelques extraits:

« Arrêtez de faire du mal aux gens ! » (Stéphane Obé, secrétaire général de l'UDCGT 33)

« C'est vous qui refusez d'être à la table des négociations ! » (Véronique Hammerer)

« C'est quoi une carrière complète ? Que vaut le point ? » (Stéphane Obé)

« Aujourd'hui, on parle du point à 0,55€. Néanmoins, avec certains partenaires sociaux rien n'est décidé. On va essayer d'avoir une transition respectable. J'ai été l'une des premières députées à dire qu'il ne fallait pas mettre en place de simulacre car on n'est pas capable de dire précisément à combien sera le point puisque nous négocions au cas par cas » (Véronique Hammerer)

« Vous êtes censés nous représenter ! »

« Vous avez énormément de mal à faire passer cette réforme car elle n'est pas intéressante. 1000€ de retraite, est-ce que c'est juste ? Négocier sur des petits bouts, c'est indigne ! Vous êtes censés nous représenter ! » (une participante flanquée d'un panneau au « dignité non négociable »)

« 1000€, je suis d'accord avec vous, ce n'est pas suffisant. Les agriculteurs sont venus me voir il y a un an. Mais vous trouvez que le système actuel est juste avec eux ? Que dites-vous pour les aides à domiciles qui subissent en grande partie le temps partiel ? » (Véronique Hammerer)

« Dans le BTP, les gens ne finissent jamais leur carrière à l'âge de la retraite parce qu'ils finissent cassés avant. Comment allez-vous prendre en compte les critères de pénibilité ? Comment ces gens vont partir en dehors d'une caisse en bois ? » (un délégué CGT travaillant dans le BTP)

« L'argent, c'est possible de le dégager des poches mais pas des cotisations salariales, c'est notre

agent, notre production que vous voulez donner au patronat ! » (Stéphane Obé)

« Si jamais on se retrouve avec un krach boursier comme en 2008, comment paie-t-on nos retraites ? Vous voulez que je vous rappelle notre dette ? C'est quoi un riche pour vous ? » (Véronique Hammerer)

« On veut supprimer les régimes spéciaux, point barre ! »

« Vous êtes enfermée dans une idéologie... » (Stéphane Obé)

« On est en pleine négociation aujourd'hui mais vous refusez en bloc le système universel par points. Nous, on veut supprimer les 42 régimes spéciaux. Point barre. » (Véronique Hammerer)

« Sauf pour les policiers qui le conservent... » (Stéphane Obé)

« Vous voyez un policier travailler jusqu'à 62, 67 ans, vous ? » (Véronique Hammerer)

« Et vous, vous voyez quelqu'un conspuant la prise de position de la députée qui a assuré à ses interlocuteurs qu'elle voterait la loi

Photo RS

lorsqu'elle passera devant l'Assemblée nationale d'ici l'été 2020. Demandant aux gendarmes du Psig (peloton de surveillance et d'intervention) de faire évacuer les lieux - une opération qui s'est effectuée dans le calme malgré les velléités de certains (« c'est chez nous ici, c'est nos impôts ») - la députée a déploré une coupure d'électricité (information non confirmée par la CGT et les forces de l'ordre) et des jets d'œufs (fait confirmé par les militaires) sur des volets de sa permanence une fois l'évacuation terminée.

Dehors, au plus fort de l'après-midi, ils étaient une centaine de mobilisés (CGT, Gilets jaunes, France insoumise...) bien déterminés à ne pas céder, durant les vacances de Noël, appelant à la coordination des luttes et à faire nombre lors de la prochaine journée de grève générale le 9 janvier.

Avant celle-ci, le dénommé collectif interprofessionnel de Haute-Gironde contre la réforme des retraites (lire notre édition précédente) propose une auberge espagnole samedi 28 décembre dès 11h sur le parvis de la gare de Saint-André-de-Cubzac « pour le départ de Jean-Paul Delèvoye » (« en attendant celui de sa réforme !), l'ancien haut-commissaire à la réforme des retraites démissionnaire.

Celui-ci fait l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Paris « pour faits de déclaration incomplète de ses intérêts à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique » et « conditions de cumul de rémunération d'un emploi public et d'une rémunération privée », en tant que président du think tank Parallaxe, d'après le communiqué du Parquet de Paris relayé par de nombreux médias.

Renaud Solacroup

FABRICANT DE MONUMENTS FUNÉRAIRES
Pierre - Marbre - Granit

CHOIX - QUALITÉ - SERVICE
CONSTRUCTION RECOUVREMENT RÉNOVATION DE CAVEAU

Déplacement toutes localités • Pose assurée par nos soins

Pose de fosse murée sous 24h - Grand choix de plaques funéraires Fabrication dans nos ateliers de plaques personnalisables

DEVIS GRATUIT

www.nord33monuments.com

Usines de Fabrication et Magasin (17)
17130 CHAMOUILLAC (BP30045 - Le Bourg)
Tél. 05 46 49 24 04 - Fax 05 46 70 24 99

Magasin (33)
33520 BRUGES (17 av de Verdun)
Tél. 05 56 50 67 37 - Fax 05 56 39 47 52

www.nord33monuments.com

« On emmerde le capital, pas les citoyens »

Discours, ballons, banderoles, baraque à frites, le cocktail des manifestations syndicales s'est emparé de la rue de l'hôtel de ville à Pugnac devant la permanence de la députée Véronique Hammerer. Avant qu'une déagation d'une quinzaine de personnes n'aille à la rencontre de la parlementaire,

John Gazziero (représentant CGT à la centrale du Blayais) a tenu à apporter quelques précisions concernant les coupures d'électricité revendiquées par son syndicat : « Dernièrement, les médias se focalisent là-dessus. Certes, il y a pu avoir des dommages collatéraux. En Nouvelle-Aquitaine,

nous avons agi sur des enseignes comme Auchan, Carrefour, CDiscount... On le fait pour emmerder le capital, pas les citoyens. Et ce sont bien les agents d'Endis qui remettent le courant après les coupures électriques. On en a marre d'entendre que nous prenons les gens en otage. »